

L'Albanie et la France dans l'entre-deux-guerres : une relation privilégiée ?

La présence culturelle française en Albanie, entre mythe et réalité

Guillaume Robert



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/261>

DOI : [10.4000/balkanologie.261](https://doi.org/10.4000/balkanologie.261)

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1998

ISSN : 1279-7952

Référence électronique

Guillaume Robert, « L'Albanie et la France dans l'entre-deux-guerres : une relation privilégiée ? », *Balkanologie* [En ligne], Vol. II, n° 2 | 1998, mis en ligne le 02 juin 2008, consulté le 17 décembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/261> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.261>

Ce document a été généré automatiquement le 17 décembre 2020.

© Tous droits réservés

L'Albanie et la France dans l'entre-deux-guerres : une relation privilégiée ?

La présence culturelle française en Albanie, entre mythe et réalité

Guillaume Robert

NOTE DE L'ÉDITEUR

Cet article est issu d'un mémoire DEA soutenu à la IV^{ème} section de l'EPHE sous la direction du professeur Christian Gut, sous le titre *Diplomatie et influence culturelles françaises en Albanie durant l'entre-deux-guerres*.

- 1 Tous les Français qui se rendent en Albanie, tous ceux qui côtoient des Albanais ont la même expérience : à une époque où il n'est plus de bon ton d'évoquer un improbable rayonnement français, où l'influence culturelle passée ou présente ne peut être qu'impérialisme, ils se voient rappeler que la France a de tout temps entretenu d'étroites relations avec l'Albanie, a fait rayonner sur ce petit pays une forte influence dont les Albanais se réclament encore. Un interlocuteur un peu averti leur évoquera la présence de Skanderbeg (héros national du XV^{ème} siècle organisateur de la lutte contre les Ottomans) dans la littérature française, ou les relations d'Ali Pacha de Tepelenë avec Napoléon. Mais tous s'enthousiasmeront de la présence française à Korça, ville aujourd'hui à proximité des frontières grecque et macédonienne, le mythique "Petit Paris".
- 2 « Soutien des peuples opprimés », « héraut universel de la liberté », aux yeux des Albanais la France a tout naturellement favorisé leur mouvement d'indépendance, notamment au cours de la Première Guerre mondiale. Dans la tourmente d'un conflit qui voit se démembrer le pays, les soldats français de l'Armée d'Orient leur permettent de résister à des voisins envahissants et de fonder un État qui pérennise l'indépendance difficilement acquise en 1912 : la "République de Korça". De cet événement fondateur

naît le lycée de Korça, établissement d'enseignement français, centre prestigieux et prospère de la présence française dans le pays pendant l'entre-deux-guerres, origine et preuve tout à la fois d'une francophonie, sinon d'une francophilie albanaise jamais démentie. Même Enver Hoxha, référence encore et toujours incontournable (même si aujourd'hui en négatif), en était issu ainsi que les Albanais le rappellent volontiers.

- 3 En écoutant ce discours, comment ne pas être convaincu de la forte influence de la France en Albanie, comment ne serait-on pas persuadé que la population albanaise toute entière est véritablement imprégnée par la culture française, bref qu'un lien privilégié existe bel et bien entre les deux pays ? C'est ce que cet article va s'attacher à examiner : cette première impression reflète elle vraiment la réalité ?
- 4 Depuis l'époque moderne, les Albanais apparaissent effectivement sous la plume de quelques auteurs français. L'influence française dans l'Empire ottoman a aussi touché quelques Albanais de la haute administration ou des mouvements de modernisation et de contestation de l'Empire : la plupart des acteurs de l'affirmation identitaire des Albanais au XIX^{ème} siècle étaient francophones. Et pendant une vingtaine d'années ce sont les programmes français d'enseignement du lycée de Korça qui ont formé deux générations d'intellectuels qui seront au coeur de la modernisation du pays.
- 5 Même pendant cette période de l'entre-deux-guerres, qui semblerait privilégiée de ce point de vue, la francophonie des Albanais, plus particulièrement des élites intellectuelles, l'influence et l'implication de la France en Albanie sont cependant à relativiser.

Le contexte balkanique

- 6 Tout le raisonnement stratégique français en Europe centrale et orientale repose sur les alliances de revers. Après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne est le seul ennemi de la France, mais un ennemi à qui l'on veut faire payer son agression, un ennemi que l'on veut surtout tenir sous contrôle pour l'empêcher de menacer la France une nouvelle fois. Le meilleur moyen de réaliser cet objectif est dans la lignée des modèles stratégiques du XIX^{ème} siècle : un encerclement total du pays, un système d'alliances, d'États-clients capables de contenir la poussée allemande hors de ses frontières. La France reproduit le schéma qui lui a toujours réussi, avec l'Empire ottoman contre les Habsbourg, ou la Russie contre le II^{ème} Reich. L'appréhension d'une nouvelle menace est telle que malgré l'élaboration d'une doctrine de sécurité collective, malgré des concessions sur le désarmement, malgré une acceptation de la réintégration de l'Allemagne dans le concert des nations, les alliances de revers font toujours l'objet des plus grands soins et des plus grandes préoccupations de la part de Paris.
- 7 Les Balkans sont un point stratégique dans ce système. Pour empêcher l'Allemagne de reprendre les ambitions de l'Autriche-Hongrie à son compte, pour l'empêcher donc de chercher à étendre son influence au sud de ses frontières, les Balkans doivent être une zone de stabilité, un bloc anti-allemand. Pour être totalement efficace, la région doit rester entièrement sous contrôle de la France, sans interférence d'autres puissances qui pourraient vouloir y exercer une influence contraire à ses vœux. Pivot de ce système, la Yougoslavie, au sein de la Petite Entente (Yougoslavie, Roumanie, Tchécoslovaquie). Bien que sans contact direct avec l'Allemagne, elle est censée l'empêcher de s'étendre vers ses frontières, en protégeant l'Autriche de l'*Anschluss* ; fournir une armée aguerrie et combative qui sera un complément de l'armée française comme pendant la Première

Guerre mondiale ; et surtout, en cas de conflit, assurer le libre passage du matériel militaire et du ravitaillement vers un front potentiel par la route de Salonique : la Yougoslavie est la liaison indispensable entre la France et ses alliés roumains, tchèques et polonais¹.

- 8 Dans ce contexte, le problème principal de la France est l'attitude de l'Italie. Satisfaite de la dislocation de l'Autriche-Hongrie, sa principale rivale du XIX^{ème} siècle dans les Balkans, elle voit comme un revers important l'émergence, en décembre 1918, de l'adversaire potentiel qu'est le grand État yougoslave. Une grande part de ses relations extérieures pendant toute la période de l'entre-deux-guerres se résume ainsi à un face à face avec la Yougoslavie. Après l'arrivée des nationalistes au pouvoir à Rome en 1921 (1922 pour Mussolini) et la mise sous contrôle économique et politique de l'Albanie à partir de 1924, l'Italie choisit la confrontation : en 1926, c'est la rupture des relations diplomatiques entre Rome et Belgrade. Mussolini élabore alors une nouvelle stratégie d'encerclement et de démembrement de la Yougoslavie, en s'assurant la coopération de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie (dans une moindre mesure), ainsi que le désintéressement de la Grèce et en se rapprochant en 1930 de l'Autriche.
- 9 Quelques années après le combat commun contre l'Allemagne et l'Autriche, l'Italie a tout pour devenir un adversaire irréductible de la France. Les tentatives de Paris pour rapprocher Rome et Belgrade ayant échoué, les intérêts régionaux français et italiens se révèlent vite diamétralement opposés, et les deux pays entrent en compétition. Définitivement hostile à la Yougoslavie, l'Italie tente de constituer un bloc balkanique sous sa direction et d'élaborer un système stratégique concurrent de la Petite Entente. Mussolini se pose surtout en arbitre de l'Europe centrale : il peut en effet intégrer le système français à qui il apporterait un rempart définitif contre l'Allemagne, ou au contraire proposer ses services à cette dernière et ainsi former un second bloc contre la Petite Entente et le Pacte balkanique (signé le 4 février 1934 entre la Grèce, la Turquie, la Roumanie et la Yougoslavie).
- 10 Mais là gît la contradiction fondamentale de la diplomatie française, le paradoxe qui résume 15 ans de relations franco-italiennes. Malgré leur antagonisme, malgré l'hostilité des hommes politiques français au fascisme (à l'exception notable de Pierre Laval), la France a besoin de l'Italie et se trouve dans l'incapacité de s'opposer sérieusement à elle. Jusqu'à la fin des années 1930, Français et Italiens ont en effet un objectif identique à long terme : s'opposer à l'Allemagne, et notamment à l'*Anschluss*. Pendant toute la période qui nous intéresse, la France ne sait donc comment agir envers l'Italie. Face à ses tentatives de déstabilisation de la Yougoslavie, elle ne peut adopter une attitude ferme contre une alliée potentielle à l'échelle européenne. La France doit se résoudre au compromis et toute sa politique balkanique se résume en d'éternelles tentatives de réconciliation entre deux États antagonistes dont elle a un égal besoin.
- 11 C'est au sein de ce jeu de balancier entre deux alliés que l'Albanie s'insère dans la politique étrangère française. Après la guerre, les Albanais se trouvent dans la même situation qu'au début du siècle. Leur déclaration d'indépendance de novembre 1912, la résolution de la Conférence des ambassadeurs du 29 juillet 1913 qui pose le principe d'un État albanais souverain aux frontières bien délimitées par une commission internationale sont bien oubliées par les uns et les autres, et occultées par le traité de Londres de 1915. L'Albanie est toujours un enjeu disputé entre ses voisins. Le bouleversement des guerres balkaniques, la disparition ou la création d'États ne

changent rien à la situation. Après que la Grèce ait retiré ses revendications sur “l'Épire du Nord” en 1920, l'Italie et la Yougoslavie se trouvent en compétition pour le contrôle du territoire.

- 12 Conformément au Traité de Londres, l'Italie réclame le territoire de Vlora, l'île de Sazan et un mandat de protectorat sur l'État albanais indépendant. L'Albanie est la clé de sa stratégie de pénétration dans sa zone d'influence “naturelle” que sont les Balkans : son contrôle lui permettrait de surveiller les débouchés maritimes de la Yougoslavie et de s'ingérer résolument dans les affaires balkaniques. De son côté, la Yougoslavie a tout intérêt à promouvoir une stratégie inverse, à empêcher l'Italie de prendre pied en Albanie lui permettant ainsi d'avoir accès à ses frontières terrestres.
- 13 Après avoir dû définitivement renoncer au démembrement du pays dont les frontières sont reconnues par la seconde Conférence des ambassadeurs de novembre 1921, chacun des deux protagonistes cherche à gagner les faveurs de son gouvernement en alternant promesses et pressions. Les Albanais savent mettre cette situation à profit et tentent de monnayer financièrement cet intérêt, bien que la mauvaise situation économique et politique de leur pays leur laisse peu de latitude de choix. De 1918 à 1939, l'homme fort du pays, (successivement ministre, président, puis roi) Ahmed Zogu, oscille entre ses deux encombrants voisins au gré de ses besoins et... de ses craintes. Très schématiquement, l'Albanie est sous la coupe de la Yougoslavie de 1922 à 1925, tout en étant plus proche de l'Italie au début de 1924 ; Zog s'oriente ensuite vers cette dernière de 1925 à 1931, pour se rapprocher de Belgrade jusqu'en 1934-1935, et se tourner définitivement vers Rome après cette date. Il est ainsi évident que pendant toute la période de l'entre-deux-guerres, l'Albanie est une des principales pommes de discordes entre l'Italie et la Yougoslavie au sein de leur très lourd contentieux.

La France et l'Albanie

- 14 À ce titre, la France se doit de s'intéresser aux affaires albanaises. L'Albanie a pourtant bien peu d'importance en elle-même. Il ressort des archives de la *Correspondance politique et commerciale* du ministère des Affaires étrangères² que l'administration financière et économique française ne voit aucun intérêt à des relations commerciales avec ce pays. Dans l'immédiat après-guerre, d'après négociations se sont engagées pour réserver à des entrepreneurs français l'exploitation de champs de pétrole, de forêts ou la construction des infrastructures nécessaires. Mais si la volonté politique du ministère est certaine, les services économiques sont opposés à fournir les mêmes efforts que les Italiens ou les Britanniques pour remporter ces marchés. Plus généralement, comme pour toute l'Europe centrale, l'économie nationale de la France est incompatible avec l'économie albanaise : la France est en surproduction pour tous les produits exportés par l'Albanie, en particulier le bétail, les céréales, l'ensemble des produits agricoles. Trop pauvre, le pays n'est en outre pas solvable. La présence économique des Français est donc pratiquement inexistante. Par manque de volonté face aux efforts de leurs concurrents européens ils perdent tous leurs marchés, bientôt contrôlés par les Italiens. En 1934 un nord-Américain cite dans son ouvrage, *The Unconquered Albania*³, des chiffres révélateurs de la part de la France dans le commerce extérieur de l'Albanie : l'Italie absorbe 40 % des exportations albanaises, les États-Unis et la Yougoslavie 10 % chacun, la Tchécoslovaquie et la Grande Bretagne 7 %, la Roumanie 5 %. La France n'est pas citée dans la liste.

- 15 L'utilité d'une intégration de l'Albanie dans le système des alliances de revers est douteuse. Au contraire de la Yougoslavie et de la Roumanie qui sont des puissances régionales à part entière capables de subvenir à leurs besoins, l'Albanie est pauvre et sous-développée, son État manque de structure et de stabilité, son armée est peu efficace et sans armement. L'Italie s'y est certes implantée pour l'utiliser comme base balkanique, mais son exploitation passe par une quasi occupation militaire, par sa transformation en base stratégique, par l'annihilation de toute capacité à se gérer de manière autonome.
- 16 Le Quai d'Orsay se sent pourtant obligé de s'impliquer en Albanie. À défaut de l'inclure dans un système stratégique, le ministère des Affaires étrangères souhaite éviter qu'elle soit un motif d'affrontement entre Italiens et Yougoslaves, ou la cause d'incidents diplomatiques entre la France et ses alliés. La stratégie suivie par tous les ministres des Affaires étrangères qui se succèdent de 1918 à 1939 est parfaitement expliquée par une note de la sous-direction Europe du ministère des Affaires étrangères rédigée à l'occasion d'un entretien du ministre Louis Barthou (février à octobre 1934) avec le ministre des Affaires étrangères yougoslave : « la question capitale [est] la réconciliation italo-yougoslave qui permettrait, d'une part, la conclusion du pacte tripartite [entre la France, l'Italie et la Yougoslavie] et, de l'autre, la coopération de l'Italie au système pacifique qui va maintenant de Prague à Ankara et dont les deux pivots sont la Petite Entente et l'Entente balkanique »⁴. Il s'agit donc de neutraliser l'Albanie. Les solutions envisagées sont nombreuses, variant selon les ministres en place ou pouvant parfois coexister.
- 17 Dans les années 1919 et 1920, engagée par le traité de Londres vis-à-vis de l'Italie, voulant favoriser la nouvelle Yougoslavie créée en partie par ses soins, et philhellène depuis toujours, la France, avec la Grande Bretagne, commence par prôner le démembrement du pays entre ses trois voisins. Il faut l'intervention pressante du président américain Wilson pour que les frontières définies en 1913 soient respectées. Si l'attitude officielle paraît établie en février 1920 en faveur de l'État albanais d'avant guerre, Paris cherche toujours à satisfaire ses alliés de la guerre, dont la Yougoslavie : le 11 mai 1920, quand les Alliés évacuent Shkodra (aussitôt occupée par une petite troupe albanaise conduite par Zog) le général français de Fourtou, laisse les Serbes s'installer sur les lignes de défense de la Bojana et du Tarabosh qui surplombent la ville⁵.
- 18 À l'opposé de cette option, un contrôle français du pays est à peine évoqué. Une réelle indépendance de l'Albanie avec l'assistance de la France pourrait cependant couper court à toutes les ambitions régionales. Zog ne manque d'ailleurs pas de le rappeler aux ambassadeurs français à Tirana. Toujours dépendant de l'Italie pour son budget, il ne cesse de solliciter de l'ensemble de la communauté internationale une aide financière qui pourrait lui permettre de s'émanciper du contrôle croissant de Rome. Comme le rapporte l'ambassadeur Degrand en 1934, il compte en grande partie sur la France pour faire une politique d'aide aux petites nations⁶. Il espère ainsi pouvoir intégrer le Pacte balkanique promu au début des années 1930 par la France pour garantir les frontières balkaniques de toute révision inspirée par Rome. À toutes ces demandes, la réponse française est invariablement négative.
- 19 Le ton est donné dès 1921 au cours d'un entretien entre l'ambassadeur français à Rome et Justin Godart, homme politique de retour d'une visite en Albanie que les autorités françaises ont voulu officieuse. Le premier explique : « si, répondant à l'appel de l'Albanie, nous nous mettions trop en avant, la secondions politiquement, lui

fournissons les cadres de son administration, y développons une activité économique, nous risquerions d'éveiller les susceptibilités des Italiens et des Serbes, c'est-à-dire de deux de nos alliés »⁷. La position de la France est la même dans les années 1930 : tout en reconnaissant que « le gouvernement albanais est aux prises avec de sérieuses difficultés financières, mais répugne à sacrifier ses velléités d'indépendance à l'obtention d'un nouvel appui financier de l'Italie », la sous-direction Europe du ministère des Affaires étrangères affirme « [qu'] il ne saurait être question pour le gouvernement français d'intervenir directement dans une affaire qui touche à l'un des points les plus sensibles de la politique italienne. Pour la même raison, si un emprunt devait être consenti au gouvernement albanais par un groupe privé, ce groupe devrait être international et non spécifiquement français »⁸. Même l'ambassadeur Degrand, qui insiste à de nombreuses reprises auprès du gouvernement afin que celui-ci soutienne l'Albanie dans son combat, « estime que la Petite Entente, et à plus forte raison la France, ne pourrait lui [Zog] venir en aide que s'il arrivait à se dégager d'une manière définitive, et si le cabinet de Rome acceptait publiquement le fait accompli »⁹.

20 De fait, le ministre Paul-Boncour résume très bien la situation dans une allocution au Sénat rapportée par son ambassadeur à Rome : « Rien contre l'Italie, rien sans elle »¹⁰. Par force, la solution finalement retenue *de facto* pour limiter l'affrontement italo-yougoslave est de laisser l'Albanie sous domination italienne. Les quelques inquiétudes quant au ressentiment que pourrait avoir la Yougoslavie vis-à-vis de la France sont vite oubliées face au danger que ferait courir une alliance italo-germanique à l'édifice stratégique français. Le ministre Edouard Herriot (juin à décembre 1932) écrit ainsi : « comme voisine de l'Italie, la France est la première intéressée à ce que rien ne vienne fournir un aliment au nationalisme italien et aux susceptibilités du gouvernement fasciste. [Il recommande au gouvernement américain d'] user de son influence sur le gouvernement de Belgrade pour le maintenir dans une politique de prudence et de modération dont [le gouvernement français] ne cesse de donner lui-même l'exemple »¹¹. Cette politique se comprend si l'on considère la différence des relations franco-italiennes et franco-yougoslaves. Mussolini se place toujours en position de force par rapport à la France. La Yougoslavie est au contraire toujours en position de dépendance, ou considérée, parfois à tort, comme telle : Paris a ainsi la possibilité d'exercer des pressions sur Belgrade afin de l'amener à restreindre ses ambitions en Albanie. Mais quand l'heure est au rapprochement franco-italien, par exemple sous le gouvernement de Pierre Laval (octobre 1934-janvier 1936) qui conclut une alliance avec Rome par les accords du même nom, la position de l'Albanie n'est même plus considérée.

21 La France n'est cependant pas *a priori* défavorable à l'indépendance de l'Albanie. À l'heure des choix, ce n'est certes pas une priorité, mais certains indices laissent penser que la France ne se satisfait pas de son état d'impuissance face aux prétentions italiennes ou yougoslaves, et qu'elle ne veut pas, à long terme, d'une Albanie éternel enjeu, d'une Albanie soumise à toutes les ambitions, d'une Albanie base territoriale de l'Italie dans la zone sensible des Balkans. Les voyages successifs de Justin Godart de 1921 à 1923 sont révélateurs à la fois d'une certaine ambition en Albanie et de l'indécision de Paris quant à la stratégie à suivre : tout en écrivant aux postes diplomatiques concernés qu'« il est entendu avec lui que son voyage n'a aucun objet politique »¹², il est fortement envisagé de lui accorder un passeport diplomatique (ainsi qu'à d'Estournelle de Constant, sénateur, ancien diplomate et prix Nobel de la paix, qui doit l'accompagner en 1921)¹³, et dans une de ses lettres, le Chargé d'affaires à Shkodra,

Jean Beguin-Billecocq parle du voyage de 1921 en terme de “mission”. La France étudie clairement les possibilités qu’offrent l’Albanie et s’interrogent sur le soutien à lui apporter au vu des espoirs qu’elle place en la Yougoslavie et de sa crainte de l’Italie.

- 22 Dans un ouvrage suivant son second passage au ministère des Affaires étrangères¹⁴, c’est au tour d’Edouard Herriot d’évoquer d’une phrase les tentatives d’émancipation de Zog, au sein d’un discours général hostile à l’Italie mussolinienne. Puis c’est Joseph Paul-Boncour qui s’efforce d’obtenir le désintéressement territorial de l’Italie dans l’Adriatique. Le désir de voir l’Albanie se détacher de Rome pourrait n’être tout au plus qu’un vague désir non concrétisé, mais en 1933 le ministère tente aussi d’éviter la dénonciation de la convention commerciale conclue en 1929 et même d’obtenir des taxes douanières plus favorables à l’exportation de produits français¹⁵. En opposition aux services économiques, le Quai d’Orsay considère dans cette affaire la logique politique au détriment de l’intérêt financier (quasiment inexistant) d’une telle démarche : il est important d’établir par des échanges économiques, même à perte, un lien supplémentaire avec l’Albanie, moyen de lutter contre le monopole italien.

La présence culturelle française

- 23 La présence culturelle française en Albanie s’inscrit dans cette idée que l’on voit subsister de manière à peu près permanente au Quai d’Orsay : au-delà des nécessités conjoncturelles, au-delà des options qui peuvent différer d’un gouvernement à l’autre, une Albanie indépendante capable de résister aux pressions extérieures serait un idéal.
- 24 Ni la possibilité, ni une véritable volonté de s’engager dans une action diplomatique en ce sens n’étant présente, l’Albanie semble pourtant condamnée à rester dans une éternelle situation de dépendance. La France est cependant coutumière de l’utilisation de son rayonnement culturel comme instrument de politique extérieure.
- 25 Le “génie légendaire” de la France célébré par Georges Duhamel est une idée commune dans l’entre-deux-guerres. On ne parle plus de supériorité de la culture française (les autres ne sont plus niées, à l’image de celles des peuples colonisés à qui sont reconnus certains mérites) mais d’un particularisme qui s’en rapproche. Lorsque Paul Valéry souhaite dresser un tableau de l’oeuvre spirituelle de la France, c’est-à-dire de ses arts et de sa production intellectuelle, il lui est naturel d’« envisager la France dans la constitution du capital de l’esprit humain »¹⁶. Elle a en effet un apostolat à exercer dans le monde : elle a pour mission de répandre l’idéal de la Révolution, et de former l’Humanité. Un député auteur d’un rapport sur la « défense et l’illustration de la France », Ernest Pezet, parle même de « primauté bienfaisante pour elle, mais aussi pour le monde à pacifier »¹⁷.
- 26 Ce messianisme généreux n’est pas innocent. Très tôt, hommes politiques ou intellectuels conçoivent de l’exploiter pour la défense du pays, pour les intérêts matériels et même idéologiques de l’État. En 1920, le rapporteur du budget à la Chambre des députés explique le sens de la création du Service des Œuvres Françaises à l’Etranger (désigné ensuite sous son sigle SOFE) le 15 janvier :

Nos lettres, nos arts, notre civilisation industrielle, nos idées ont exercé de tout temps un puissant attrait sur les nations étrangères. Nos universités, nos écoles à l’étranger sont de véritables foyers de propagande en faveur de la France. Elles constituent une arme aux mains de nos pouvoirs publics. C’est pourquoi le ministère des Affaires étrangères et ses agents de l’extérieur doivent contrôler et

diriger les initiatives, inspirer et favoriser à tout prix la pénétration intellectuelle française, avec la conviction qu'elle est une des formes les plus sûrement efficaces de notre action à l'étranger¹⁸.

- 27 Grâce à la propagation de sa culture, la France prend part au jeu mondial des influences en menant une politique permanente de la présence. Selon le mot d'Henry de Jouvenel, il s'agit d'exercer une « diplomatie de l'opinion publique »¹⁹ capable de créer des relations profondes et durables entre la France et les peuples du monde. *In fine*, les liens culturels participent à l'établissement d'échanges économiques ou d'alliances politiques, tout en gardant leur autonomie : la clientélisation intellectuelle des élites, la création du mythe d'une France-référence incontournable respectée sont en eux-mêmes générateurs de puissance.
- 28 Ces principes sont à l'œuvre en Albanie. En partie certainement par simple automatisme : la France a autant une politique culturelle par conscience de l'importance de son message, par messianisme, que par la recherche d'intérêts et de résultats. Mais l'essentiel n'est pas là. Pour Degrand, l'objectif de la présence culturelle française est clair : former « un boulevard contre l'emprise italienne »²⁰. Il s'adresse au SOFE quand il écrit : « je ne cherche pas à remplacer nos amis italiens, mais les Albanais ont une tendance à se détacher d'eux et je crois que [...] nous devons les pousser dans leurs velléités d'indépendance »²¹. Cette véritable profession de foi se traduit par une grande obstination dans son combat contre l'implantation italienne.
- 29 Depuis les débuts de la vassalisation de l'Albanie à l'Italie, Rome poursuit avec une grande constance le projet d'évincer du pays la France et toutes les puissances dont la présence pourrait être un frein à sa propre emprise sur les Albanais. Non contente de contrôler leur armée, leur budget et la presque totalité de leur commerce, ou de leur imposer des colons italiens (autour de Durrës), elle veut aussi contrôler leur esprit afin d'annihiler toute volonté de refuser le protectorat italien et de se tourner vers d'autres alliés. Toute autre présence intellectuelle est ainsi combattue alors que la culture italienne est promue. Parallèlement aux pressions pour éliminer les Français de l'enseignement albanais, par exemple, les Italiens distribuent gratuitement d'énormes quantités de livres italiens dans les établissements, multiplient les bourses d'études ou organisent des cours de langue et de culture italiennes par le biais de l'association "Dante Alighieri".
- 30 Tous les diplomates français à Tirana s'inquiètent des succès que remportent les Italiens et du recul de la présence française. Leurs dépêches au SOFE témoignent de leur acharnement à défendre leurs positions, par d'incessantes démarches auprès des autorités albanaises qui cèdent aux pressions italiennes ou par de fréquentes injonctions alarmistes à leurs supérieurs parisiens qu'ils enjoignent de faire un geste significatif en faveur des Œuvres. Le renoncement constaté dans la sphère politique n'est pas de mise ici : le ton est plutôt combatif et résolu. Les Français semblent prêts à tout pour conserver une présence culturelle : pressions sur le gouvernement albanais, mais aussi compromissions... De nombreuses dépêches de la période 1930-1934 montrent que tout l'édifice de la diplomatie française peut être au service de la conservation de l'influence culturelle : confrontés à l'arrivée au pouvoir de ministres nationalistes ou pro-italiens qui multiplient les tentatives de diminution du nombre des professeurs français dans les établissements albanais, ou les licenciements d'employés français nommés à des postes d'assistance technique, les diplomates, avec l'accord de

Paris, ne se privent pas de menacer les Albanais de rupture des relations commerciales, de perte des quelques avantages qu'ils auraient pu obtenir de la part de la France, etc.

- 31 Les compromissions sont plus surprenantes, si l'on considère l'idéologie de l'époque. Le souci de se concilier le pouvoir peut amener les acteurs français jusqu'à l'abdication de la spécificité du message que tous déclarent être attachés à transmettre. Ils donnent ainsi satisfaction à Zog qui demandait pour le lycée de Korça « des professeurs nettement nationalistes et d'idées conservatrices »²², en nommant en 1934 un royaliste, Xavier de Courville, qui deviendra par la suite directeur technique de l'établissement. Une fois en poste, de Courville recommande aux services du ministère des Affaires étrangères d'éviter les ouvrages sur la Révolution française dans les envois pour la distribution des prix en fin d'année, pour, dit-il, éviter de heurter la sensibilité des autorités albanaises²³. D'après les quelques listes d'ouvrages envoyés qui se trouvent dans les archives, il semble que Paris ait respecté ce désir. Une des bases du mythe de la France patrie des libertés et des droits de l'Homme, justifié par cette Révolution, se trouve ainsi étrangement passée sous silence.
- 32 Les exemples pourraient être multipliés, mais ceux-ci prouvent suffisamment la ferme volonté des diplomates français de conserver, sinon développer, l'influence culturelle française en Albanie. Certes, il faut bien apporter des nuances à cette impression générale et distinguer des différences d'attitude entre les actions des différents diplomates. Le baron Degrand est indéniablement le plus actif. En contact avec l'Albanie depuis un premier séjour comme secrétaire du poste consulaire de Durrës en 1914, il semble l'apprécier et vouloir lui apporter le soutien de la France. Les conditions lui sont favorables : il est ambassadeur de décembre 1929 à août 1934, à une période délicate marquée par les tentatives de Zog de secouer le joug italien et de chercher de nouveaux appuis internationaux. Les archives montrent qu'il ne se lasse pas de plaider sa cause auprès de Paris. Enfin, ses cinq ans en poste lui permettent de mener une action de longue haleine.
- 33 Ses deux prédécesseurs (Jean Béguin-Billecocq, mai 1922-décembre 1926, le premier diplomate depuis la fin de la guerre, et le baron de Vaux, décembre 1926 - décembre 1929) ont laissé trop peu de traces dans les archives du SOFE pour pouvoir juger de leur action culturelle. Les rares documents retrouvés montrent cependant le même souci de présence française. Son successeur immédiat (Marcel Ray, août 1934 - août 1935) est par contre assez inactif. En poste pendant une seule année sous les ministres Barthou et Laval, il est plutôt incité à l'attentisme et ses initiatives semblent dénuées de toute volonté personnelle. Le vice-consul René Lescuyer (nommé en novembre 1933, pour plus de cinq ans) est, lui, un soutien permanent de l'influence française, garant d'une certaine continuité du projet par delà les changements d'ambassadeurs. C'est le dernier, Louis Mercier (août 1935 - 13 septembre 1939, date de la fermeture de la légation) qui reflète peut-être le mieux l'attitude moyenne des diplomates. Le temps des grandes remises en question du gouvernement albanais étant passé, son activisme est plus feutré et moins spectaculaire, mais face à une Italie dont la position prépondérante ne semble pas pouvoir être remise en question, après 1934, confronté à la présence croissante de l'Allemagne, il n'est pas question de céder et d'abandonner le lycée de Korça toujours en sursis.
- 34 L'administration centrale participe bien aux actions des diplomates à Tirana, mais en freinant tellement leurs initiatives que l'on peut se demander dans quelle proportion elle soutient leur action.

- 35 Si l'opposition aux actes politiques de l'Italie et à sa mainmise économique est inexistante, elle est féroce sur le plan intellectuel : comme pour les diplomates, il n'est pas acceptable pour Paris que la présence française recule. Le SOFE ne semble pas avoir une action réellement initiatrice, mais paraît cependant suivre et soutenir les initiatives de ses diplomates. Il est actif dans ses démarches pour faciliter l'accueil des étudiants albanais, il encourage et approuve les actions et la résistance de ses agents (il approuve par exemple la suggestion de Degrand de prendre en charge une partie des traitements des professeurs de Korça²⁴), il se félicite des bonnes dispositions des élites albanaises envers la culture française quand elle est exprimée, et donne instruction à ses diplomates d'exercer des pressions sur les autorités albanaises. Et les promesses de crédits ne manquent pas.
- 36 Mais les actes du Quai d'Orsay sont quelque peu en contradiction avec son discours : il est vrai que les contraintes budgétaires sont fortes, mais l'Albanie n'est toujours pas une priorité, au moins du point de vue financier. Ses initiatives sont conséquentes tant qu'elles ne nécessitent que des discours ou des actes diplomatiques : quand arrive la question d'une aide financière, le ministère et l'ensemble du gouvernement s'engagent peu. Les interventions françaises sont en fait vite limitées. Dans certains secteurs de la présence culturelle, l'absence d'actes ou leur lenteur, même quand les appels des diplomates ou des Français sur place sont pressants, confinent à l'indifférence. La disproportion est considérable entre le danger qui est signalé et l'inaction *de facto* de l'administration centrale.

Le lycée de Korça

- 37 Le lycée de Korça en est l'exemple le plus flagrant. Officiellement *liceu kombëtar* (lycée national), il est appelé par les Albanais *liceu i Korçës* (lycée de Korça), et par les Français *lycée français de Korça*. Cette diversité d'appellation reflète bien le flou de son statut et la différence de perception que peuvent en avoir la population, le gouvernement albanais ou les Français. Son histoire est en effet mouvementée. Créé en 1917, durant la Première Guerre mondiale, par le Conseil d'administration du territoire de Korça, la plus haute instance administrative du territoire de Korça délimité par le protocole signé le 10 décembre 1916 entre la population albanaise et le commandement local de l'Armée française d'Orient, il s'inscrit dans une stratégie d'"affirmation nationale" des Albanais par l'établissement de structures proprement albanaises et laïques. Dans ce cadre, les Français contribuent à créer 200 écoles élémentaires albanaises, mais aident surtout à faire naître le premier lycée entièrement albanais ouvert à toutes les confessions.
- 38 Selon Jacques Bourcart, un géologue de l'Armée d'Orient qui vécut à Korça pendant les années d'occupation française²⁵, leur position est pourtant délicate : il affirme que Paris interdit l'ouverture d'un lycée français pour ne pas heurter ses alliés grecs vénizélistes qui revendiquent des droits sur la région. L'établissement est cependant ouvert par les Albanais. Mais alors que ce premier témoin se tait sur les modalités de cette création, dans le journal du lycée paru en 1936²⁶, son directeur technique du moment, Xavier de Courville, tout en reconnaissant que la France n'osait autoriser l'ouverture du lycée, écrit qu'un professeur de Salonique, Vital Gerson, vint prendre sa direction et celle d'une petite équipe de trois professeurs albanais, à laquelle se joignit un officier français pour donner quelques notions de culture française. S'il est établi que les

troupes françaises aient pris quelques latitudes avec les ordres formels de Paris, il paraît pour le moins étrange que le lycée français de Salonique ait envoyé un professeur en Albanie sans que Paris lui ait donné son accord. La lumière est encore à faire sur cet épisode.

- 39 Quoiqu'il en soit, cet établissement va continuer de fonctionner sans interruption durant tout l'entre-deux-guerres, jusqu'en 1942, même après le départ forcé des Français en 1939 après l'invasion du pays par les troupes italiennes. Il accueille jusqu'à 700 élèves de 12 à 20 ans répartis en neuf classes, de la huitième à la terminale, plus un an de préparation aux grandes écoles. Les élèves proviennent surtout de la région de Korça, mais aussi de l'ensemble du territoire albanais grâce à un internat et, selon Vedat Kokona (élève puis professeur du lycée, et traducteur de français par la suite), à des bourses du gouvernement albanais. Son enseignement est fidèlement calqué sur les programmes français grâce aux livres de l'éducation nationale française et aux professeurs français qui constituent la totalité, puis la majorité du corps enseignant. Seules les deux premières classes sont assurées en albanais, le temps pour les élèves d'apprendre le français afin de pouvoir suivre les cours dans cette langue le reste de leur scolarité. À partir de la sixième, la langue albanaise n'occupe en effet que deux à trois heures par semaine dans un cours général sur l'histoire, la géographie et la littérature de l'Albanie. C'est la France, la culture française, la "grandeur de la France" qui dominant l'enseignement. Le garant de "l'orthodoxie" est le directeur technique français : la supervision administrative est assurée par un représentant du ministère albanais de l'Instruction publique, mais toute latitude est laissée aux Français de définir les programmes. La contrepartie à cette restriction de la souveraineté albanaise (qui ne va pas sans heurt) est l'équivalence au baccalauréat accordée en 1927 par Edouard Herriot, ministre de l'Instruction publique, au diplôme de fin d'étude du lycée qui donne ainsi accès aux universités françaises.
- 40 L'implication des Français dans l'enseignement est un gage de sa qualité, aux yeux des Albanais eux-mêmes, qui en fait « le principal établissement d'enseignement secondaire de ce pays » d'après une note de la section des écoles du SOFE au ministre des Affaires étrangères en 1933²⁷. À ce titre, il est considéré par Marcel Ray comme « le centre unique de notre influence en Albanie »²⁸, ou, pour être plus objectif et moins pessimiste, le centre principal. Mais si le SOFE encourage les diplomates à combattre les tentatives de nationalisation, ou de réduction du nombre des professeurs français au bénéfice des Albanais, le lycée est négligé dans les faits. Selon le chargé d'affaires de la légation, « rien ou presque n'a été fait par la France pour ce lycée qui pourtant, contrairement à la plupart des établissements français de l'étranger, se trouvait entièrement à la charge du gouvernement albanais »²⁹. Louis Mercier renchérit en rappelant que « l'État français ne contribue d'aucune manière au traitement des professeurs »³⁰. Un des directeurs techniques en tire les conséquences en signalant en 1931 que pour les Albanais, autant pour l'administration que pour la population de Korça, « une telle indifférence de la part du gouvernement français a été interprétée comme signifiant le peu d'intérêt que la France portait à conserver ce qui lui restait d'influence en Albanie »³¹.
- 41 Toute l'action de la France est à l'image du lycée : en demi-teinte, faite de bonne volonté déclarée mais avortée, d'actions initiées mais interrompues car sans moyen. La France a une présence quantitativement développée, eu égard à l'importance toute relative de l'Albanie pour sa politique extérieure, à la taille et au développement

culturel d'un pays aux structures étatiques, sociales et intellectuelles encore en gestation. Mais peu suivi et peu soutenu, le dispositif culturel ou de coopération technique perd de son efficacité au point de voir son existence même compromise. C'est ce qui se passe par exemple en 1930, lorsque face à la lenteur du remplacement d'un professeur à Korça (plus d'un an), le gouvernement albanais menace de nommer un professeur albanais à sa place, au risque d'ouvrir ainsi une brèche dans le monopole français.

- 42 Le phénomène touche tout le dispositif. Selon une tradition bien établie qui fait, d'après les acteurs de l'époque, de l'enseignement général le domaine d'excellence de la France à travers le monde, on cherche à étendre le succès du lycée de Korça aux lycées nationaux. Quelques lycées albanais (Shkodra, Tirana, l'École normale d'Elbasan, peut-être Vlora) accueillent un professeur de langue française qui fait de son enseignement un vecteur de la culture française. Mais ces efforts sont parfois réduits à néant par l'absence d'envois de livres scolaires que les élèves ne peuvent acquérir tandis que les professeurs d'italien bénéficient des largesses de Mussolini. La situation est identique pour les bourses d'études : le gouvernement français n'en accorde qu'une ou deux par an, face à l'Italie qui les multiplie et qui refuse d'accueillir les étudiants ayant suivi les cours de français. Au lieu de créer une classe de futurs dirigeants attachés à la France, celle-ci prend là le risque de « former une population de déclassés et d'aigris »³², selon le mot de Degrand. L'ensemble de la population est visée par la distribution de livres et de revues aux bibliothèques municipales ou mis à disposition dans les lieux fréquentés par les différentes classes sociales (mairies, Tennis club de Tirana, dispensaires), mais avant l'offensive du Front populaire dans cette direction, tous se plaignent de la rareté des envois (à titre d'exemple, en 1931 le lycée de Korça aurait reçu l'équivalent de 500 francs de livres depuis sa création).
- 43 À côté de cet apport culturel, la France bénéficie du prestige de personnages comme Justin Godart ou l'archéologue Léon Rey considéré comme un « travailleur infatigable et un albanophile ardent » par le journal albanais *Besa*³³. Avec ce dernier se dessinent les prémices d'une coopération intellectuelle entre les deux pays. Ayant obtenu le monopole des fouilles dans les préfectures de Shkodra, Durrës et Berat en 1923, il se consacre au site d'Apollonia pendant 16 ans et forme le premier archéologue albanais. L'aide technique est aussi présente à travers l'Institut Pasteur de Tirana créé en 1924 et une école d'infirmières de la Croix rouge française créée en 1926, que Paris semble chichement financer, sans que ni l'un ni l'autre ne soient à son initiative.
- 44 Sûrs de l'influence de la France qu'ils considèrent établie par son message universel et son statut mondial de nation-phare intellectuelle, tous les gouvernements et les administrations successifs négligent souvent les actions quotidiennes, les actions de proximité. L'Albanie ne déroge pas à la règle. Mais bien qu'elle soit quelque peu délaissée sur le plan financier, la multiplication des liens entre les deux pays montre que Paris ne tient pas à voir la France se laisser distancer par les autres puissances, à perdre le prestige et la reconnaissance des Albanais qui iront inévitablement à l'Italie, à la Grèce, à la Yougoslavie qui fournissent contributions financières et matérielles. En règle générale, et à des degrés divers, le ministère des Affaires étrangères et les différents gouvernements jugent ne pas pouvoir se permettre de laisser l'Albanie sous la coupe exclusive de ses voisins. N'ayant pas politiquement la possibilité d'écarter l'Italie, ils se contentent de ne pas laisser les Albanais sous sa totale emprise

intellectuelle, culturelle et spirituelle, en espérant qu'ils auront la volonté, sinon la possibilité, de s'émanciper de leur propre initiative et par leurs propres moyens.

La France en Albanie, une influence effective

- 45 L'influence française en Albanie est bien réelle. Il est difficile de savoir dans quelle mesure le succès appartient à la politique culturelle suivie par Paris, si grande est la place effectivement occupée, à la période qui nous intéresse, par un prestige intemporel de la France qui ne doit peut-être rien aux actions concrètes de l'instant. Les voyageurs ayant parcouru l'Albanie dans l'entre-deux-guerres ou les Albanais eux-mêmes le rapportent dans de nombreux témoignages : un mythe naît du souvenir de la participation de la France à certains des événements les plus importants de l'histoire albanaise. Peu importe la réalité des faits, les Albanais veulent se souvenir des relations de Napoléon avec Ali pacha de Tepelene et de son régiment albanais, du "soutien" de la France à la reconnaissance internationale du pays après la Première Guerre mondiale, de l'acquittement à Paris d'Avni Rustemi, l'assassin d'Essad pacha en 1920, etc., qui créent l'image d'une France généreuse, amie et soutien de l'Albanie.
- 46 L'événement le plus marquant se rattache encore une fois à Korça. Placé entre les armées grecques et austro-hongroises au cours de la Première Guerre mondiale, le territoire de Korça est occupé par l'Armée française d'Orient qui instaure par le protocole du 10 décembre 1916 une administration albanaise autonome, seul moyen de se concilier la population et de garantir la sécurité de la place. Dès le mois de mars 1917, les autorités albanaises profitent de leur pouvoir d'initiative pour transformer le territoire autonome en République albanaise de Korça indépendante. Malgré l'abrogation du protocole en février 1918, malgré l'exécution pour trahison d'un des principaux personnages de la ville, Themistokli Gërmenji, par l'auto-administration qu'elle a concédée aux Albanais, la France reste celle qui a permis la perpétuation symbolique d'un État albanais et a prouvé au monde extérieur qu'ils étaient capables d'auto-gouvernement.
- 47 Plus qu'un attachement à l'image de la France, l'influence se traduit aussi par la pénétration de la culture française au sein de la vie intellectuelle et culturelle albanaise. Si les élites parlent le français, il semble que le polyglotisme soit la règle. Parmi toutes les langues parlées dans le pays, le français fait peut-être exception par le fait que, non soutenu par une présence politique ou économique constante (comme l'italien, l'allemand ou le grec), sa pratique est uniquement basée sur l'aura de la France dans le pays, sans exclusion, naturellement, l'impact de son statut de langue internationale de la diplomatie et de la culture. L'impact de l'enseignement français est aussi certainement en cause. À sa création, le lycée de Korça est le premier établissement secondaire où l'enseignement soit délivré en albanais et qui ne soit pas confessionnel. Il est le seul jusqu'en octobre 1922, à la création du premier gymnase d'État à Shkodra. Malgré la multiplication des établissements, le lycée de Korça voit croître ses effectifs, de 50 à plus de 700 : ses élèves viennent de toute l'Albanie et les grandes familles du pays y placent leurs fils, à commencer par Zog qui y fait entrer ses deux neveux après les avoir retirés d'un établissement suisse. L'examen des chiffres d'un annuaire statistique paru en 1928 confirme les témoignages³⁴ : le lycée français de Korça (ainsi que celui de Gjirokastër ouvert de 1923 à 1928) attire plus d'élèves que ne le font les autres établissements. À côté de l'enseignement français se développent des

écoles techniques italiennes et américaines, mais la formation des élites est laissée à Korça, considéré comme “l’université du pays”. Et de fait, 80 % de ses élèves entrent dans la haute ou la moyenne administration : l’impact de la culture française est donc bien réel, jusqu’au sein de la structure étatique.

- 48 Entité politique récente, l’Albanie n’a pas de vie culturelle très développée avant la Seconde Guerre mondiale (à l’exception de Shkodër). Le manque de moyens financiers, et peut-être aussi la faiblesse numérique de l’élite culturelle, ne permettent pas l’existence d’un réseau important de théâtres, cinémas, imprimeries, bibliothèques, orchestres, malgré les réels efforts en ce sens de l’État et de quelques associations de promotion de la culture. Les possibilités de diffusion de la culture française sont donc déjà limitées. Le fait que le département étranger des éditions Hachette s’engage en Albanie et y prenne un représentant (la librairie Argus, l’une des deux qui reçoivent des ouvrages en français), alors que les maisons d’édition n’étaient pas réputées, à l’époque, et selon les réflexions des services culturels, pour leur courage commercial, prouve pourtant clairement que le marché du livre et de la revue français y est intéressant.
- 49 En ce qui concerne le plan intellectuel, il faudrait attentivement étudier toute la presse albanaise de l’époque pour savoir avec précision quelle était l’influence intellectuelle française sur les débats d’idées que connaissait l’Albanie. Mais il est d’ores et déjà connu qu’au moins un des courants intellectuels qui s’interrogent sur la modernisation de l’Albanie et du pouvoir politique se base sur les théories de penseurs français : le positivisme d’Auguste Comte, mais aussi Ernest Renan, sont les références du “neoshqiptarizmë” (nouvel “albanisme”) de Branko Merxhani³⁵.
- 50 La France a donc ainsi une place privilégiée auprès de la population albanaise cultivée. Son influence est effective, acceptée et, mieux, recherchée. Elle coexiste toutefois avec celle d’autres pays, d’autres cultures qui, aux yeux des Albanais, peuvent apporter leur contribution à l’édification de leur État.

Le pouvoir albanais et l’influence française

- 51 Les Albanais ne restent pas passifs devant l’affrontement des propagandes étrangères, ils ne se contentent pas de recevoir la culture française, italienne, allemande ou américaine. Ils ont leurs propres priorités, leurs propres besoins, leur stratégie. Et leurs réticences.
- 52 Dans l’entre-deux-guerres, les Albanais sont dans une logique d’affirmation identitaire. Après leurs difficultés à faire reconnaître leur État par la communauté internationale, et face aux ingérences italienne et yougoslave, naît un fort mouvement nationaliste très sourcilleux sur le respect des prérogatives de l’État et sur la liberté de l’Albanie dans le choix de ses partenaires. Une partie des dirigeants politiques ou de l’élite intellectuelle est ainsi sur la défensive, comme le journal *Besa* nous le montre en 1931 : sous le titre « Ce que l’on fait pour empoisonner l’opinion et pour discréditer la nation », il rappelle « la tactique fatale dont se sont servis les ennemis de l’Albanie pour empêcher [la] renaissance nationale » et déplore que si « dès le jour de l’indépendance et jusqu’à présent [l’Albanie a] abondamment donné les meilleures preuves de [sa] capacité à une vie libre et indépendante, [...] ni ces preuves ni les faits les plus évidents n’ont pu faire cesser une fois pour toute la propagande historique faite avec insistance pour discréditer [la] nation dans des buts tendancieux »³⁶.

- 53 Les Albanais sont conscients de leur besoin d'une aide extérieure, mais veulent, dans la mesure du possible, en choisir les acteurs. Zog fait ainsi appel à la France, estimant que « les relations de l'Albanie avec la France [sont] les plus solides de toutes parce qu'elles ne [sont] pas fondées sur des considérations politiques, mais sur des sympathies intellectuelles »³⁷. Parmi les pays qui se disputent le contrôle de l'Albanie, la France est appréciée pour son désintéressement. Tous les Français du pays s'accordent à dire que de nombreuses avancées de l'influence française « n'ont pu être acquises que grâce à l'évidente bonne volonté du roi Zog et à son intervention décisive »³⁸. Lui-même ne cache pas son soutien devant les résultats obtenus. Il déclare ainsi à l'ambassadeur en 1934 : « je n'oublie pas que tout ce qui est chez nous capable de travailler et de penser s'exprime tant bien que mal en français »³⁹. Dans les domaines techniques ou humanitaires, l'aide de la France est demandée pour des projets aussi variés que la justice, le développement d'un système de santé, ou celui de l'armée.
- 54 Elle se heurte cependant au même problème que tous les autres : malgré le soutien de Zog, malgré les interventions de ses diplomates, sa position recule à partir de 1930. La campagne de nationalisation de l'enseignement entreprise par deux ministres successifs de l'Instruction publique, Hilë Mosi et Mirash Ivanaj, touche aussi le lycée de Korça : déjà sous autorité administrative albanaise, il n'est pas concerné par la réforme constitutionnelle de 1933 qui nationalise tous les établissements, mais peu à peu de jeunes professeurs albanais formés en France remplacent les professeurs français de huitième et de septième que l'on cherche parallèlement à décourager par des retards de salaires de trois ou quatre mois. Les prérogatives du directeur technique sont aussi battues en brèche par l'obligation de respecter les circulaires pédagogiques du ministère albanaise, à partir de 1934. Le monopole *de facto* de l'enseignement du français depuis 1913 (aux dires de Degrand) subit le même sort et se voit mis à égalité avec l'italien pour être ensuite remplacé par cette langue comme enseignement obligatoire.
- 55 L'attitude d'une partie de la petite communauté française n'est pas sans conséquence sur l'image de la France qu'ont les Albanais et sur son rejet. Selon les auteurs des dépêches diplomatiques, les Français ne sont pas des modèles parfaits à offrir à la population. Leur comportement social est parfois critiquable, leur attitude morale aussi, et leur respect vis-à-vis des Albanais et de l'autorité est douteux. À Korça les ambitions personnelles, les mécontentes, les « mesquines jalousies » (c'est Xavier de Courville qui parle) corrompent et délitent la petite colonie de professeurs. Exceptionnel est, en 1934, le cas de ce professeur poursuivi en justice pour dettes, qui provoque des incidents, dresse l'un contre l'autre deux clans de professeurs et tient des propos déplacés sur le gouvernement albanaise⁴⁰ : Léon Perret, directeur technique de 1928 à 1936, donne pour directives de « faire strictement et modestement son travail de professeur »⁴¹. Mais le comportement un peu léger de beaucoup d'entre eux, leurs commentaires désobligeants sur le pouvoir alimentent le nationalisme de certains dirigeants, et leur irrespect de la population albanaise choque parfois leur entourage (certains, en place pendant dix ans, ne parlent pas un mot d'albanais).
- 56 Ces problèmes ne changent rien fondamentalement. La France est appréciée pour l'aide apportée. Mais les Albanais utilisent les compétences et les bonnes volontés de chacun. Les influences étrangères ne doivent pas s'imposer à leur profit, mais à celui de l'Albanie. On se souvient des demandes de Zog à la France concernant les qualités indispensables des enseignants envoyés à Korça : la France apporte à l'Albanie ce que celle-ci juge nécessaire. Quand il est libre de ses choix, l'État adopte donc une stratégie

d'optimisation des luttes d'influences entre les différentes puissances. La France est comprise dans ce réseau, mais même si on peut penser qu'elle possède un certain ascendant moral, il est loin d'être unique et exceptionnel.

- 57 Le bilan de l'influence française en Albanie dans l'entre-deux-guerres est donc mitigé. Au regard du peu de moyens qui sont consacrés à la présence culturelle, son maintien et son succès peuvent toutefois être considérés comme une réussite. Surtout, au-delà des considérations politiques, au-delà des intérêts ou des réticences, de véritables liens se sont établis entre la France et l'Albanie, des liens culturels, intellectuels, des liens "spirituels" même.
- 58 Certes, la relation ne peut être qu'inégale. L'Albanie n'a ni le statut de la France, ni ses moyens intellectuels ou financiers. L'influence est à sens unique. Mais de chaque côté, chez chacun des deux partenaires, des personnages prouvent leur attachement, qui à la France, qui à l'Albanie. Du côté albanais nous pensons tout naturellement aux anciens élèves de Korça qui nous étonnent encore aujourd'hui par leur francophilie, sauvegardée à travers les épreuves et l'isolement des années communistes. C'est par eux que se perpétue en Albanie le mythe de la France. Mais aussi par le travail réalisé, il y a plus de 50 ans, par quelques Français passionnés : le baron Degrand, René Lescuyer, Xavier de Courville, Justin Godart, Léon Rey, ainsi que plusieurs professeurs de Korça ont, de cette manière, témoigné de leur fort attachement à ce pays.

NOTES

1. Le rôle de la Yougoslavie dans la stratégie française est très bien détaillé dans la thèse soutenue à Paris IV en 1996 par **Grumel Jacquignon (François)**, *La Yougoslavie dans la stratégie française (1918-1935), Avantages et inconvénients d'une alliance de revers*.
2. AMAE (Archives du ministère des Affaires étrangères), série Z, Europe 1918-1940, Albanie.
3. **Redlich (Marcellus D.A.R. von)**, *The Unconquered Albania*, NewYork: The International Courier Publ. Co., 1935.
4. Documents Diplomatiques Français (DDF), t. 6, n°318, 10/06/34, note de la sous-direction Europe, M. de Séguin.
5. **Swire (Joseph)**, *Albania, the Rise of a Kingdom*, London : Williams & Norgate, 1929.
6. DDF, t. 5, n°440, 27/02/34, Degrand.
7. AMAE, Europe 1918-1940, Albanie, volume 63, 09/05/21, ambassadeur à Rome à A.Briand.
8. DDF, t. 4, n°217, 15/09/33, note de la sous-direction Europe.
9. DDF, t. 3, n°329, 20/05/33, Degrand à la sous-direction Europe.
10. DDF, t. 3, n°459, 06/07/33, Rome à Paul-Boncour.
11. DDF, t. 1, 17/09/32, Herriot à son ambassadeur à Washington.
12. AMAE, Europe 1918-1940, Albanie, volume 63, 16/03/21, ministre à l'ambassadeur à Rome.
13. AMAE, Europe 1918-1940, Albanie, volume 63, 20/02/21, note interne.
14. **Herriot (Edouard)**, *La France dans le monde*, Paris :Hachette, 1933.
15. Cette affaire est développée dans AMAE, Europe 1918-1940, Albanie, volume 88.
16. **Valéry (Paul)**, « Pensée et art français », *Regards sur le monde actuel*, Paris : Gallimard, 1945, p. 171.

17. **Pezet (Ernest)**, *Sous les yeux du monde. Défense et illustration de la France*, Paris : SPES, 1935, p. 54.
18. Cité (s.d. ni référence) dans **Roche (François), Pigniau (Bernard)**, *Histoires de diplomatie culturelle, des origines à 1995*, Paris : La documentation française, 1995, p. 38.
19. **Jouvenel (Henri de)**, « Préface », in Pezet (Ernest), *op.cit.*, p. 9.
20. AMAE, SOFE, volume 264, 11/05/32, de Degrand au SOFE.
21. AMAE, SOFE, volume 191, 15/06/30, de Degrand, sans destinataire.
22. AMAE, SOFE, volume 191, 16/01/32, de Degrand au SOFE.
23. AMAE, SOFE, volume 511, 23/11/37, de Courville au SOFE.
24. AMAE, SOFE, volume 265, 15/05/34, Degrand à SOFE.
25. **Bourcart (Jacques)**, *L'Albanie et les Albanais*, Paris : Bossart, 1921.
26. *Lyceum*, 1936, un seul numéro imprimé à Korça.
27. AMAE, SOFE, volume 264, s.d. (11 ou 12/33).
28. AMAE, SOFE, volume 265, 02/08/35, M. Ray à la sous direction d'Europe.
29. AMAE, SOFE, volume 265, 15/12/34, R. Lescuyer à la section des écoles : reproduction d'un rapport de X. de Courville.
30. AMAE, SOFE, volume 265, 12/03/36, L.Mercier à SOFE.
31. AMAE, SOFE, volume 191, 01/08/31, L.Perret à SOFE.
32. AMAE, SOFE, volume 62, 06/08/32, Degrand au SOFE.
33. *Besa*, 06/11/34.
34. **Selenica**, *Shqipria më 1927*, Tirana, 1928.
35. **Koka (Viron)**, *Rymat e mendimit politiko-shoqëror në Shqipëri në vitet 30 të shekullit XX* (Les courants de la pensée politique et sociale dans l'Albanie des années 30 du XX^{ème} siècle), Tirana : Institut d'Histoire, 1985.
36. AMAE, SOFE, volume 22 ; *Besa*, 02/12/31.
37. AMAE, SOFE, volume 264, 20/07/34, télégramme de Degrand sans destinataire (rapport de l'entretien de la baronne de Boecop, de la *Revue des deux mondes*, avec le roi).
38. AMAE, SOFE, volume 265, 02/08/35, M. Ray à sous direction d'Europe.
39. AMAE, SOFE, volume 264, 27/10/34, M. Ray à la sous direction d'Europe (entretien avec le roi lors de la remise des lettres de créance).
40. AMAE, SOFE, volume 265, 27/06/34, télégramme de Degrand.
41. AMAE, SOFE, volume 264, 18/01/34, de Courville au directeur de l'Office national des universités et des écoles françaises.

RÉSUMÉS

Dans l'Albanie de l'entre-deux-guerres, l'État français compte sur la propagation de sa culture afin de contrer les prétentions italiennes : les liens culturels participent à l'établissement d'échanges économiques ou d'alliances politiques.

Mais cette volonté est peu suivie d'effets (peu de crédits sont débloqués pour sa réalisation), ce que montre l'auteur par l'exemple du lycée de Korça.